

Rohini Peris, présidente et cheffe de la direction de l'Association pour la santé environnementale du Canada, a présenté une vidéo collaborative retraçant les étapes clés et les appels à l'action lancés par les dirigeants d'organisations de défense des personnes atteintes de sensibilité chimique multiple (SCM) à travers le monde. Elle a expliqué que la sensibilité chimique multiple se caractérise par des réactions physiques graves aux substances chimiques présentes dans l'air, rendant les lieux de travail, les domiciles et les bâtiments publics inaccessibles à de nombreuses personnes. L'inclusion explicite de cette condition par la Commission des Nations Unies sur les personnes handicapées dans ses recommandations adressées au Canada en matière de droits de la personne et de handicap a été d'une importance capitale. Bien que le Canada ait élargi les discussions au sein de divers départements gouvernementaux et médicaux, les personnes concernées se heurtent encore à d'énormes barrières dans leur vie quotidienne. Mme Peris a souligné que, puisque l'accessibilité environnementale touche des personnes partout dans le monde, une collaboration internationale est nécessaire pour faire le lien entre la science et les droits de la personne.

En France, Pascale Poupin, présidente de SOS-MCS, a indiqué que son organisation avait reçu un soutien majeur du gouvernement en matière de santé publique, ce qui lui permet de siéger officiellement au sein des comités nationaux de santé et de contribuer à l'élaboration des politiques publiques. Cependant, les médecins français ne reconnaissent toujours pas officiellement cette pathologie dans leurs manuels médicaux, ce qui ralentit la formation des professionnels et oblige les patients à se battre pour obtenir un diagnostic correct.

Par ailleurs, Anabel Tenorio, d'Espagne, présidente de la CONFESQ, a annoncé deux avancées majeures : plus de la moitié des communautés autonomes du pays ont adopté des protocoles officiels de soins hospitaliers pour ces patients, et un tout nouveau guide national a été publié pour enseigner aux employeurs comment adapter les lieux de travail en toute sécurité. Malgré ces victoires, l'Espagne est confrontée à une barrière de taille, car cette pathologie ne dispose pas de code officiel dans les systèmes internationaux de classification médicale, ce qui conduit de nombreuses personnes à la considérer à tort comme un trouble psychique.

En Italie, Francesca Romano, présidente de l'AMICA, a mis de l'avant une étude nationale novatrice révélant que plus de 5 % de la population présente des symptômes compatibles avec la SCM, ce qui prouve qu'il s'agit d'un problème de santé publique généralisé plutôt que d'une maladie rare. Malheureusement, les hôpitaux italiens ne disposent toujours pas de politiques « sans fragrances », et la communauté médicale demeure largement ignorante de la toxicité chimique chronique.

Nikki Greenham, présidente de MCS-Aware au Royaume-Uni, a constaté une nette augmentation des demandes de renseignements du public et de la sensibilisation concernant l'impact des parfums quotidiens sur la santé humaine. Son association a élargi ses ressources imprimées et numériques, mais elle a souligné que l'absence de reconnaissance officielle au sein du système de santé britannique oblige encore les patients à naviguer seuls dans des réseaux complexes de soutien médical et social.

Au Danemark, Ulla Bach Agerup, présidente de MCS-Foreningen, a fait part d'une victoire concrète : plusieurs hôpitaux ont affiché des posters demandant aux gens d'éviter d'utiliser des parfums, et une école primaire a mis en place une politique « sans fragrances » pour protéger un enseignant atteint de cette affection. Cependant, les médecins généralistes danois connaissent rarement le code de diagnostic existant, ce qui rend l'orientation des patients très difficile.

Représentant l'Écosse, Janice Foster, chercheuse, a présenté ses travaux portant sur l'évaluation des bâtiments et la création d'espaces inclusifs. Son institution a commencé à utiliser des produits d'entretien sans fragrances sur le campus et a intégré cette question dans ses objectifs de développement durable. Elle a toutefois noté que l'absence de reconnaissance officielle par le gouvernement continue d'alimenter l'exclusion sociale.

Aux États-Unis, Maureen Bonetti a salué une avancée historique : l'Association médicale américaine a officiellement adopté une politique reconnaissant que l'exposition aux produits chimiques peut limiter considérablement les activités quotidiennes essentielles, et elle encourage désormais les établissements de santé à devenir sans fragrances. L'inconvénient est que la politique devance actuellement la pratique, car l'absence d'application rend ces initiatives très inégales.

Au Japon, Kato Yasuko a expliqué qu'ils étaient en train de créer un guide spécialisé pour aider les infirmières à domicile à comprendre comment prodiguer des soins personnels sans fragrances. Il s'agit d'un besoin crucial, car de nombreux soignants refusent actuellement de s'occuper de ces patients en raison d'une méconnaissance totale des dangers des vapeurs chimiques.

En Australie, Melissa Maurer a souligné que le Territoire de la capitale avait légalement reconnu le droit à un environnement propre et sain, et qu'un autre État avait lancé une enquête officielle sur la qualité de l'air intérieur. Malheureusement, ces actions n'ont pas encore entraîné de changements à l'échelle du système, laissant les patients mener individuellement des batailles juridiques coûteuses pour obtenir des accommodements de base.

Enfin, Heidi Wagner, présidente de MCS-Rosenheim, en Allemagne, a évoqué une enquête internationale marquante détaillant comment les parfums contraignent les individus à l'isolement. L'Allemagne souffre toujours d'une grave pénurie de médecins compétents, rendant la collaboration internationale entre les groupes de patients essentielle pour partager des solutions et des forces.

La vidéo s'est conclue par un message commun de tous les participants, affirmant que l'air pur est un droit universel et un élément fondamental de la dignité humaine. En fin de compte, ce point sur la situation mondiale met en lumière une lutte commune où les progrès fondamentaux sont constamment entravés par l'absence de codification médicale officielle et d'application de la réglementation. En unissant ces voix internationales, la vidéo

souligne que l'accessibilité environnementale nécessite un effort mondial coordonné pour transformer ces avancées durement acquises en protections fiables, concrètes et quotidiennes.